



ÉVALUATIONS NATIONALES UN OUTIL AU SERVICE D'UNE PÉDAGOGIE UNIQUE...

ET NÉFASTE POUR LES ÉLÈVES ET LE MÉTIER D'ENSEIGNANT-E

Depuis l'élection de N.Sarkozy en 2007, la « culture de l'évaluation » est devenue un leitmotiv pour les ministres de l'Éducation nationale. Cette « culture » tourne le dos à des années de recherche en pédagogie, mais aussi aux bienfaits qui, grâce à l'éducation populaire, avaient pu progressivement intégrer la vie des classes. Elle malmène les élèves mais aussi les enseignant-es. Il faut d'ailleurs dissocier cette culture de la pratique de l'évaluation pour laquelle la CGT Éduc'action n'a pas d'opposition formelle.

Les enseignant-es n'ont pas attendu des injonctions ministérielles pour évaluer les élèves et leur rendre compte de leurs progrès, ainsi qu'à leurs familles. Cependant, la **CGT Éduc'action a toujours dénoncé l'origine néo-libérale des évaluations nationales telles qu'elles sont conçues et utilisées depuis 2008 sous l'impulsion conjointe de Blanquer et du Conseil de l'évaluation**. Elle a aussi dénoncé le Socle commun sur lequel elles se fondent, le management – on parle même désormais de leadership – qui est censé en découler, c'est-à-dire une mise au pas de tou-tes les enseignant-es par le pilotage académique via la direction d'école. Que les élèves en constituent la cible de dommages collatéraux ne gêne en rien les ministres, englué-es depuis Blanquer dans un seul courant des neurosciences/neuroscientistes. Sur l'autel de ce seul courant de recherche hégémonique qui ne voit l'enfant que conforme à un seul modèle, **on nie les aspects sociologiques et l'hétérogénéité des classes, on déshumanise le rôle de l'enseignant-e réduit-e** à une application stricte des « guides » orange et autres. Cette vérité ministérielle absolue est également véhiculée par les « guides de l'enseignant-es » des éditeurs scolaires qui sont souvent écrits comme des pas-à-pas desquels on ne s'écarte pas, parfois par facilité, surtout quand on débute et qu'on n'a pas été formé-e à appliquer et non à réfléchir – et que le temps



de travail des enseignant-es est, de plus en plus, consacré à des tâches inutiles et chronophages. **Le travail d'enseignant-e s'en trouve peu à peu prémâché, déqualifié. Cet aspect contribue à la perte de sens ressentie par la profession.**

À cela s'ajoute des programmes à géométrie variable, même si, après ceux de 2002, ils suivent tous un objectif unique : donner à chaque élève le Socle qui lui permettra de comprendre plus tard ce que son patron exigera d'elle ou de lui. Ces programmes sont extrêmement détaillés et prescriptifs, jusque dans leur mise en œuvre quasi-imposée, et sont relayés par des formations dédiées. D'un côté **le ministère réaffirme la liberté pédagogique, mais dans le même temps resserre le cadre contraignant** dans lequel cette liberté a bien du mal à s'exprimer.



ÉVALUATIONS NATIONALES

UN OUTIL AU SERVICE D'UNE PÉDAGOGIE UNIQUE...

De ces programmes on crée des évaluations nationales (du CP au CM2, puis au collège). **Ces évaluations doivent en retour permettre de valider les programmes et de satisfaire la boulimie médiatique des ministres.** Nous dénonçons ce cercle vicieux qui consiste, pour le ministère, à utiliser ces évaluations pour s'autosatisfaire de ses programmes rétrogrades et inapplicables – comme ceux du CP, qui, parce que le rythme imposé est bien trop soutenu, dès le mois de septembre, grossissent le nombre d'élèves à devoir subir les séances d'APC pendant que les camarades du groupe en réussite jouent ou sont déjà en train de manger... **Les enseignant-es doivent pour parvenir à satisfaire à cette obligation implicite de réussir, se détourner des apprentissages et se concentrer sur les injonctions et une forme de bachotage afin que les évaluations de l'année suivante soient meilleures...**



Nous continuons de dénoncer le caractère inutile de ces évaluations, alors qu'il existe – et s'ils n'existent plus ré-inventons-les ! – des outils adaptés à l'évaluation de notre système éducatif (par panel notamment). Nous dénonçons **leur caractère dangereux pour les familles qu'on leurre** avec cet outil qui tend à laisser croire que le développement et les progrès d'un-e enfant sont linéaires, répondant à un calendrier d'apprentissages normé, notamment en ce qui concerne les fondamentaux comme la lecture et, dans une moindre mesure, les mathématiques. **Ces évaluations centrées sur le français et les mathématiques les confortent dans l'idée que la vérité pédagogique se cache dans ce socle minimaliste.** Nous dénonçons leur caractère inique qui impose de faire passer à des élèves des évaluations dont on sait qu'elles vont être pour



elle-eux source de stress, qu'elles vont les renvoyer à leur échec scolaire, dès le CP. Pourtant, les plus à même de connaître leurs capacités et d'évaluer sereinement leurs apprentissages restent et doivent rester leur enseignant-e – ce qui n'empêche pas l'institution, comme elle l'a fait avec justesse dans le passé, de fixer des objectifs pour chaque fin de cycle et une liste de compétences à viser dans chaque discipline. Depuis quelques années, on voit même des IEN ASH et/ou leurs CPC insister lourdement pour que les élèves d'ULIS inclus-es en classe de CM2 (par exemple) soient évalué-es avec les mêmes livrets que leurs camarades de classe ! Quelle ineptie. Et surtout, quelle violence institutionnelle exercée tour à tour sur les enseignant-es et les élèves !!! Comment oser parler, après cela, de restaurer l'estime de soi chez les élèves, de bienveillance ?

Malgré cela, insidieusement, à cause de pressions, d'intimidations, de sanctions, de remise en cause du professionnalisme, **les évaluations dites nationales ont été imposées dans le paysage éducatif français, sans que jamais l'institution ne les remette en cause ni n'évalue elle-même leur intérêt.**



ÉVALUATIONS NATIONALES UN OUTIL AU SERVICE D'UNE PÉDAGOGIE UNIQUE...

Et c'est sans doute là que le bats blesse. Car d'intérêt il n'est pas. **Qui d'autre mieux que leur(s) enseignant-e(s) connaît l'élève, sait ses points d'appui et les obstacles qui peuvent l'empêcher d'entrer dans un apprentissage ?**

Quel-le enseignant-e n'évalue pas, en début d'année, ses élèves, ? Mais cette évaluation se fait sans violence, sans les confronter à ce qu'ils-elles ne peuvent savoir, ce qui les renverrait à une image dégradée d'elles-mêmes. Et souvent après que des discussions aient

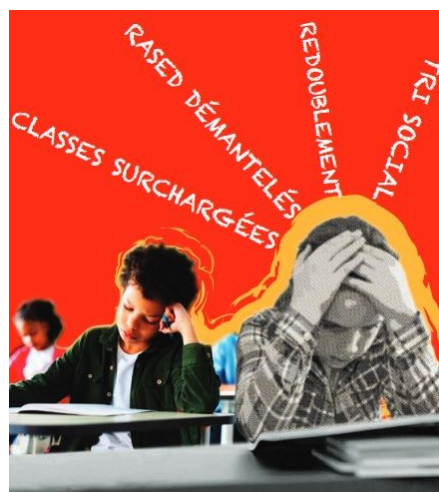
déjà eu lieu, entre mi-juin et début septembre, dans les nombreux conseils de maitres-ses ou de cycles, pour effectuer une liaison entre les enseignant-es pour échanger sur leurs élèves. Que dire des résultats sur lesquels on va chipoter parce qu'il y a un écart de 5% par rapport à la circonscription, alors que lorsqu'on a une cohorte de 40 élèves, chacun-e représente 2,5% ? Il suffit donc d'un-e élève en grande difficulté par classe pour « plomber » le résultat d'une compétence parfois évaluée sur un item...

Mais que nous apprennent réellement les évaluations nationales ? Déjà, elles portent une **vision négative des apprentissages et des résultats des élèves. C'est l'échec que l'on recherche avant la réussite.** Ainsi, elles ne s'intéressent pas à ce que les élèves sont capables de faire, mais à ce dont ils-elles ne sont pas capables. Leur objet est de produire des outils statistiques qui seront comparés entre académies, circonscriptions, écoles, classes et enseignant-e qui sait, écoles d'origine... et d'une année sur l'autre. Les



items échoués devront être travaillés, non pas spécifiquement par les élèves en question, qui n'en sont peut-être pas à ce niveau de capacités, mais en amont, avec les élèves du niveau de classes inférieur, pour que la réussite soit au rendez-vous l'année suivante. Et on reproduit d'année en année cette ineptie. Leur utilité pour l'école et l'élève est, par conséquent, proche de la nullité.

Le modèle est rétrograde. Il renvoie à une vision passéiste de l'École où le lire, écrire compter sont la trinité des savoirs, en tous cas pour les classes populaires. Il présuppose ce que devraient savoir toutes les élèves à un moment donné, en français et en mathématiques, excluant toutes leurs différences et tous les autres champs disciplinaires. Il est incompatible avec l'obligation faite aux enseignant-es de différencier les apprentissages. Il est donc anti-inclusif.





ÉVALUATIONS NATIONALES

UN OUTIL AU SERVICE D'UNE PÉDAGOGIE UNIQUE...

LA CGT ÉDUC'ACTION CONTINUE DE DÉNONCER :

- ✗ LES ÉVALUATIONS NORMATIVES TELLES QUE CES ÉVALUATIONS NATIONALES, INUTILES ET NÉFASTES SUR LE PLAN COGNITIF ET DE L'ESTIME DE SOI POUR LES ÉLÈVES ;
- ✗ LE PILOTAGE DU SYSTÈME PAR LES RÉSULTATS DÉBOUCHANT SUR ÉVALUATION ET « CONTRACTUALISATION » DES ÉCOLES, ET DONC DE CHAQUE ENSEIGNANT-E, CULPABILISANT LES COLLÈGUES AVEC DE MOINS EN MOINS DE MOYENS ;
- ✗ LE SOCLE COMMUN QUI INSTAURE UN MINIMUM ÉDUCATIF QUI EST CONTRAIRE AU MAXIMUM POUR TOU-TES GARANT DE L'ÉMANCIPATION DE TOU-TES LES ÉLÈVES ;
- ✗ LE LIVRET SCOLAIRE UNIQUE ;
- ✗ LE TRI SOCIAL DES ÉLÈVES ACCENTUÉ PAR UNE DOCTRINE SCOLAIRE QUE PROMeut LES PRÉCÉDENTS ITEMS ET QUI SE MET EN PLACE DÈS LE CP ;
- ✗ LA PERTE DE SENS ET PAR DES PROGRAMMES ET DES FORMATIONS IMPOSÉES QUI RÉDUISent LES ENSEIGNANT-ES À UN RÔLE DE SIMPLES EXÉCUTANT-ES OBÉISSANT-ES ET DOCILES.

À la CGT Éduc'action, nous revendiquons une autre école, afin que chaque enseignant-e puisse mettre en œuvre ses propres évaluations au rythme qu'il-elle le souhaite en fonction des apprentissages, de ses progressions pédagogiques ou du projet pédagogique d'équipe. Évaluer, c'est non pas stigmatiser les élèves en difficulté pour les inciter à faire des stages de remise à niveau ou des activités pédagogiques complémentaires, ce n'est pas non plus rapporter à la maison du travail scolaire. Si nécessaire, on doit pouvoir être en capacité, avec des RASED dans chaque groupe scolaire, de proposer aux élèves, sur le temps scolaire, des aides spécialisées, ou en petits groupes. Évaluer n'est pas valider un minimum de compétences, mais mesurer les progrès de chacun-e, à un moment donné. Cela nécessite de réattribuer des postes lors de la prochaine carte scolaire mais aussi de supprimer la notion de socle commun, et de restaurer des cycles d'apprentissages de plusieurs années, afin de prendre en compte les différents rythmes d'apprentissages des élèves. Et de rompre avec « l'angélisme » autour des apprentissages fondamentaux...

Nous restons attentif-ves à toute mesure de pression ou de rétorsion qui viserait des collègues qui ne se soumettraient pas aux injonctions, comme cela a récemment été le cas à l'encontre de 15 enseignant-es de Haute-Vienne sanctionné-es pour leur opposition aux évaluations nationales.

La CGT Éduc'action appelle à préparer dès à présent, avec les autres organisations syndicales et partout où cela sera possible massivement, toute action possible pour s'opposer aux prochaines évaluations nationales, inutiles, chronophages et néfastes pour les apprentissages des élèves.

